

Par Sacha Wigdorovits

Une série divertissante intitulée « Nero » est actuellement diffusée sur Netflix. Elle met en scène un tueur professionnel et sa fille, qui serait le dernier descendant du diable encore en vie.

L'histoire se déroule dans le sud de la France à la fin du Moyen Âge. Parmi les acteurs importants, on trouve les « pénitents » : un groupe de catholiques fondamentalistes et fanatiques qui croient que l'abandon de Dieu est à l'origine de la sécheresse et de la famine dans la région. Avec le temps, il s'avère que cette communauté de pénitents a été créée à l'initiative d'un archevêque assoiffé de pouvoir. Mais à la fin, les pénitents en ont assez de lui et le jettent du balcon de sa cathédrale.

La série est un règlement de comptes avec l'Église catholique. Elle est accusée de faire appel à la superstition des gens ordinaires pour asseoir son pouvoir et imposer sa politique par des promesses apocalyptiques et une violence brutale.

Sans le vouloir, « Nero » est aussi une allégorie de l'époque actuelle. L'Église catholique a été remplacée par les universités. Car aujourd'hui, on n'y enseigne souvent plus le savoir et la pensée sobre, comme cela devrait être le cas. Au lieu de cela, la foi et le fanatisme sont encouragés pour des raisons politiques.

C'est surtout le cas dans les disciplines des sciences humaines. Et cela se passe de Boston et New York à Zurich et Bâle et surtout : Lausanne et Genève.

C'est dans le contexte de la guerre à Gaza, des Palestiniens et des Juifs (pardon : des « sionistes ») que cela est le plus évident. Sous la bannière du post-colonialisme, les faits historiques et actuels sont ici remplacés par une profession de foi non fondée sur des faits et qui a des caractéristiques sectaires.

Comme pour les groupes de « bisounours » qui ont sévi dans de nombreux pays européens entre le XI^e et le XVI^e siècle, ces étudiants postcoloniaux et certains de leurs professeurs, situés naturellement à gauche, affirment que les Juifs sont responsables de notre misère. C'est pourquoi ils doivent être persécutés et expulsés.

De la même manière que l'Église catholique a longtemps observé – voire encouragé – les agissements de Büsser, les autorités universitaires d'aujourd'hui observent

souvent longtemps ou soutiennent activement les agissements de leurs étudiants et de certains professeurs.

C'est le cas des universités de Genève et de Lausanne, les deux plus grands foyers académiques d'antisémitisme en Suisse. Les directions des universités y ont coupé la coopération institutionnelle avec les universités israéliennes. Qu'elles l'aient fait par peur de la foule fanatisée des étudiants ou par conviction personnelle n'est pas pertinent.

En anglais, l'époque où, en Europe, les femmes étaient brûlées comme sorcières, les soi-disant apostats torturés et les juifs persécutés et tués s'appelle « the dark ages » - l'âge des ténèbres. Il a fallu quelques centaines d'années pour que cette sombre période de superstition et de fanatisme aveugle soit suivie par l'ère des Lumières.

Mais cet « âge des lumières » n'a pas non plus été exempt de retours à des périodes sombres. Il y a moins de cent ans, nous avons connu en Europe la terreur et le fanatisme barbares des nazis et aux États-Unis les « bûchers de sorcières » politiques de l'ère McCarthy, pour ne citer que deux exemples.

Aujourd'hui, en Europe et aux États-Unis, nous sommes sur le point de faire tourner la roue en arrière, vers une autre « période sombre ». Ce qui est nouveau, c'est que cette fois-ci, ce ne sont pas l'Église ou la politique qui jouent un rôle central, mais les institutions qui, plus que toute autre, devraient promouvoir le savoir et l'humanisme plutôt que d'attiser la (fausse) foi et le fanatisme : les universités.

Heureusement, ce n'est pas le cas partout - ou du moins pas dans la même mesure. Par exemple, les deux universités financées par la Confédération, l'ETH de Zurich et l'EPFL de Lausanne, ont déclaré publiquement qu'elles poursuivraient leur coopération avec les universités israéliennes. Les universités de Berne et de Zurich se sont également prononcées contre un boycott des établissements d'enseignement supérieur ou des chercheurs israéliens.

Mais là où les directions des universités et les professeurs céderont à la pression de leurs étudiants antisémites et violents - voire soutiennent activement ces groupes -, les cantons d'implantation devraient mettre un terme à ces agissements.

Ils ont les moyens de le faire. Ainsi, lorsqu'ils subventionnent les universités, les parlements cantonaux peuvent imposer des conditions claires concernant la gestion



de l'université, les exigences en matière d'enseignement et de recherche ainsi que le comportement du corps enseignant et des étudiants.

Cela doit notamment impliquer que le savoir académique soit transmis sans agenda politique (ce qui n'est malheureusement plus une évidence) et que les actions politiques qui n'ont rien à voir avec le fonctionnement de l'université elle-même soient interdites sur le campus.

En outre, il doit être clairement établi que les infractions à ces dispositions constituent un motif contractuel de licenciement du personnel enseignant fautif, entraînent l'exclusion des étudiants contrevenants de l'établissement concerné et, pour ce dernier, une réduction des subventions par le canton.

Cela n'a rien à voir avec une restriction de la liberté d'expression. En effet, les manifestations antisémites, le harcèlement des étudiants et des professeurs juifs et les protestations contre la coopération avec les universités israéliennes ne sont pas l'expression d'une liberté d'expression. Ils sont le signe d'une dictature d'opinion d'extrême gauche qu'il faut combattre.

D'une part, parce que la haine et le fanatisme qui se manifestent ne sont pas seulement dirigés contre les juifs, mais contre notre société libérale et démocratique en général.

D'autre part, parce que les universités n'ont pas de raison d'être si elles sont des pépinières de fanatisme et de professions de foi politiques mal placées, plutôt que des transmetteurs et des incubateurs de connaissances, de pensée autonome et rationnelle et d'éthique.

Cet article est également paru sur nebelspalter.ch

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.